

OU VA LE MONDE ARABE ? (SUITE)

Par Me Maurice Buttin, avocat honoraire.

Président du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

Une année est écoulée depuis la mort le 4 janvier dernier, suite à son immolation par le feu, du jeune tunisien Mohammed Bouazizi, désormais honoré, comme il se doit, par le peuple tunisien. Où en est donc le « Printemps arabe » depuis mon article précédent, paru en septembre ?

Avant d'analyser la situation dans les divers pays, j'entends reprendre quelques lignes de mes conclusions :

« A mon avis la transformation peu à peu des Etats arabes, d'ouest en est, relève déjà parmi les événements les plus importants de ces cinquante dernières années ? Peut-on dire pour autant que le citoyen arabe a pris en main son destin ? Une longue période d'instabilité est à prévoir (...). La démocratie n'est pas pour demain, et il est même vraisemblable que les élections – dans les pays où elles auront lieu – verront pour un temps la victoire des nouveaux partis islamistes désormais autorisés ».

Les événements se sont succédés. Chute des Ben Ali, Moubarak, Kadhafi... Chaque jour a connu ses moments d'espoir dans une transformation en profondeur des régimes, mais parfois de désespoir, de recul ; voire du constat d'échec, en apparence, des initiateurs des « révolutions » ! En fait, la situation est souvent telle - je pense à ce qui s'est passé en Libye ou à ce qui se passe actuellement en Syrie, par exemple -, qu'il est difficile d'avoir une lecture objective des dénouements en cours.

Quelle est donc la présente situation dans chacun des pays, d'Ouest en Est, en ces premiers jours de l'année 2012 ?

Au Maroc.

Des élections ont eu lieu au Maroc le 25 novembre. 31 partis participaient au scrutin. Le Parti Justice et Développement (PJD) - les islamistes royaux - est sorti très largement en tête : de 47 députés dans la précédente Assemblée, il est passé à 107, obtenant ainsi plus du quart des suffrages, la Chambre des Représentants comptant 395 sièges ! Le vieux parti de l'Istiqlal est arrivé en second avec 60 sièges ; puis le Rassemblement national des indépendants (RNI) avec 52 ; le Parti authenticité et modernité (PAM) avec 47 ; l'Union socialiste des forces populaires (USFP) avec 39 ; le Mouvement populaire (MP) avec 32. C'est un échec flagrant pour l'USFP et la gauche marocaine en générale.

Tout normalement le roi Mohammed VI a désigné comme Premier ministre, le Secrétaire général du PJD, Abdelilah Benkirane. Celui-ci, après de longues tractations, a constitué un gouvernement de coalition, nommé par le roi, avec l'Istiqlal, le MP et le PPS, les ex communistes (d'où au sein de ce parti de violentes critiques, allant jusqu'au mot de « trahison ; de coup d'Etat contre l'identité du parti »). Ce gouvernement peut se prévaloir de 216 voix à la Chambre des représentants.

Pour la première fois des postes ministériels importants sont allés aux islamistes (modérés) du PJD, avec l'assentiment du roi, comme ceux des Affaires étrangères, de la Justice, et des Affaires sociales. Le ministère de l'Intérieur a été confié au chef de file du Mouvement populaire, Mohand Laenser.

Ce gouvernement ne compte qu'une femme (islamiste, version « dure et pure ») au lieu de 7 auparavant, chargée du ministère de la Famille et de la femme. Cela a provoqué la colère de toutes les ONG féminines qui espéraient que les dispositions constitutionnelles relatives à la parité seraient respectées par l'actuel Exécutif, malgré son caractère très conservateur. C'est incontestablement « *un grand bond en arrière* » comme l'a dit une députée ittihadie. « *Une régression, une honte, d'autant plus qu'il s'agit du premier gouvernement instauré après une Constitution qualifiée de révolutionnaire* », comme l'a affirmé haut et fort la présidente de l'Association Amal (femmes en mouvement pour une vie meilleure).

Notons que des personnalités proches du palais, et sans affiliation politique, ont été portées à la tête des ministères de la Défense, des Affaires religieuses et de l'Agriculture, ainsi - ce qui est important - qu'au Secrétariat général du gouvernement.

Analysant les élections, le prince Moulay Hicham, cousin du roi, était demeuré très critique, dans un interview au *Nouvel Obs*, le 1^{er} décembre 2011 : « *La nouvelle Constitution octroie quelques pouvoirs limité au gouvernement. Le chef de celui-ci est, contrairement au passé issu du parti arrivé en tête aux élections, c'est à dire aujourd'hui, le PJD. Cependant, sur le fond, rien de fondamental n'a changé. L'essentiel du pouvoir reste entre les mains du roi (...). Le mouvement de contestation du « 20 Février », ainsi que les forces d'opposition n'ont pas désarmé. Et il est clairement apparu au régime que ce simulacre de démocratie ne suffirait pas à apaiser le mécontentement. (...) On savait que le taux de participation allait constituer l'enjeu véritable des élections. Cela explique-t-il l'annonce précipitée d'un taux de participation à 45 % (...). Les observateurs ont bien noté l'absence des listes électorales d'une partie importante de la population en âge de voter. (13 600 000 inscrits alors que 21 millions auraient dû l'être, paraît-il !) Un autre fait troublant est que le taux de participation est passé de quelques 21 % à 45 % en quelques heures. (...) Plus révélateur encore, les 20 % de bulletins*

nuls indiquent le désintérêt clair de la population. Ce pourcentage, ainsi que le faible taux de participation, constituent un désaveu pour des élections qui se voulaient fondatrices. Nous sommes donc très loin des chiffres de l'élection tunisienne ».

Le « Mouvement du 20 février », le M20, en effet, continue à réclamer un vrai changement démocratique qui passe par :

- Une Constitution démocratique élaborée par une Assemblée constituante élue par le peuple.
- La dissolution du parlement, la destitution du gouvernement, ainsi que la mise en place d'un gouvernement provisoire.
- La séparation effective des pouvoirs. (Le roi règne, mais ne gouverne pas - la légitimité de la monarchie n'est pas contestée).
- Le jugement des responsables des crimes économiques et politiques.
- La libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion.

Les droits de l'Homme tant évoqués par le pouvoir sont, en effet, souvent mis à mal : le champion du monde de light contact en 1999, à 19 ans, Zakaria Moumni, est victime d'une détention « inique » depuis 472 jours, jugé sans avocat, sans témoins ni même plaignants, pour avoir crié son mécontentement... sous les fenêtres de la résidence royale du château de Betz (dans l'Oise), au moment où le roi y séjournait ! Le directeur du journal *Al-Massa*, Rachid Nini, a été condamné à un an de prison le 9 juin, un verdict qualifié « *d'injuste, qui porte atteinte à la liberté de la presse* » ; le jeune rappeur Mouad Belghouat, figure du M20, le 9 septembre (libéré le 11 janvier... avec une condamnation couvrant la détention !) ; deux journaux français *L'Express* et le *Nouvel Obs*, ont été interdits de distribution parce, qu'ils comportaient une reproduction du visage du prophète Mohammed, proscrite par la tradition musulmane, etc.

Notons que les Islamistes durs et purs, *d'Al Adl wal Ihsane*, (Justice et bienfaisance) de Abdessalam Yassine - non encore constitués en parti politique - qui avaient un temps participé au M20, auraient décidé de le quitter à la mi-décembre.

Il est incontestable que le « Mouvement du 20 février », spontané à l'origine, unifié à travers le Web, n'est pas né du néant. Il y a toute l'histoire du Maroc depuis l'indépendance qui est là. Et, dès lors, par rapport aux attentes de ces jeunes militants et militantes les réformes apportées par la nouvelle Constitution sont minimales. Ainsi, par exemple, quand le roi Mohammed VI a promis de « *renforcer le statut du premier ministre* », ce n'est pas en tant que chef « *du* » pouvoir exécutif, mais « *d'un* » pouvoir exécutif. Il y en a un autre, ailleurs, de facto au dessus, le cabinet royal, que le roi a renforcé en appelant à ses côtés divers hommes politiques. Comme son ami Fouad El Himma, le fondateur du PAM ; l'ancien ministre de la Justice, Omar Azzimane, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Taëb

Fassi Fihiri, etc. Car le roi n'a cédé aucune de ses prérogatives, ni aucun de ses pouvoirs régaliens. Et, le Maroc demeure une monarchie absolue.

Cela dit, le directeur de TELQUEL écrit le 2 décembre : « *Notre pays a connu un début d'année intéressant l'espoir d'un vrai changement était permis. Mais, la machine s'est grippée depuis et les deux principales échéances de l'année, la nouvelle Constitution et les élections anticipées ont été un ratage* ». Le 24 décembre, il poursuit : « *L'homme de l'année, ce n'est pas Mohammed VI... Il ne s'appelle pas non plus Abdelilah Benkirane... C'est le « Mouvement du 20 février »*. Ce n'est toutefois pas l'avis du Centre d'études internationales (CEI) basé à Rabat : « *le M 20 appelé abusivement, « Mouvement du 20 février, car il ne se présente pas comme un objet social et homogène doté d'une idéologie. Bien au contraire il apparaît (...) comme un objet « attrape-tout » véhiculant des poncifs populistes, voire nihilistes* »...

Quoi qu'il en soit, comme l'écrivait le fondateur de TELQUEL, M. Benchemsi, le 16 mars 2011 : « Tôt ou tard Mohammed VI devra lâcher du lest à nouveau. (...) Une chose est sûre : la boîte de Pandore démocratique est ouverte, et plus rien ne la refermera ».

En Algérie.

Il s'agit du seul pays qui paraît s'être tenu à l'écart du « Printemps arabe » ! Si le gouvernement a promis des réformes, celles-ci se font attendre. Le pouvoir semble avoir choisi le camp de l'immobilisme. Mais, jusqu'à quand ?

Certes, pris sur des réserves financières considérables dues à la manne pétrolière, le gouvernement a pu, pour calmer les esprits, distribuer au peuple algérien des subsides importants, en bloquant en particulier le prix des denrées alimentaires de base. Dans les campagnes elles-mêmes le mal être n'en reste pas moins présent - à plusieurs reprises ces derniers mois de jeunes chômeurs se sont immolés -, si l'attitude demeure encore fataliste. Mais, pour combien de temps encore ? « *L'Homme ne vit pas seulement de pain* » nous dit l'Evangile selon saint Matthieu et plusieurs philosophes : tant qu'un Homme n'a pas acquis sa liberté, il reste un être diminué, voire esclave ! Et là, comme ailleurs, retrouver la dignité est un vœu devenu primordial pour la jeunesse

Il devrait y avoir des élections en juin prochain. L'Algérie ne suivra-t-elle pas inévitablement les traces des deux pays voisins ? De fait, le succès des islamistes modérés d'Ennahada en Tunisie, et du PJD au Maroc interpelle leurs frères algériens. Le MSP - le Mouvement pour la société de la paix - a pris ses distances avec la majorité. Il a même voté contre deux lois envisagées par le gouvernement auquel il participe ! Comme les partis d'opposition, il a jugé « liberticide » la nouvelle loi sur les associations qui

restreint leur liberté d'action. De même, il s'est opposé à la nouvelle loi sur les partis politiques visant surtout à empêcher une refondation du FIS – le Front islamique du salut - parti dissous en 1992, après sa victoire aux élections. La mesure élimine, en autres, le numéro 2, bien connu, Ali Belhaj. Les salafistes ne sont pas pour autant totalement écartés du scrutin. Ils peuvent toujours organiser un nouveau parti avec certains membres divergents au sein du MSP.

Celui-ci envisage peut-être, de rejoindre l'opposition, après les élections ! Il a même proposé, début décembre, aux autres mouvances modérées de conclure une alliance à la veille des élections. Le 28 décembre, son leader Soltani Bouquera a déclaré : « En 50 années d'indépendance, nous avons tenté le socialisme, le libéralisme, mais jamais l'islamisme. Essayons pour voir si cela va fonctionner ». Mais les rancœurs sont tenaces entre les uns et les autres... Le MSP reste discrédité dans le pays. Constituant l'un des trois partis de l'alliance présidentielle avec le FLN (nationaliste) et le RND (proche de l'armée), nul n'oublie qu'il soutient le président Bouteflika depuis 1996...

Cela dit, il n'y aura peut-être pas « d'effet miroir », comme le pense l'un des dirigeants du Parti des travailleurs (trotskyste) : « *Les Algériens ne sont pas encore guéris de la tragédie nationale dont la responsabilité incombe au FIS* ».

En Tunisie.

Est-ce que ce pays est en train de réussir là où d'autres pays du « Printemps arabe » se retrouvent dans une instabilité sans fin, avec manifestations, répression, morts et blessés ?

Les premières élections libres organisées après la chute du despote afin de désigner une Assemblée constituante, le 23 octobre, ont donné un net avantage aux Islamistes d'*Ennahda* (La Renaissance) avec 89 voix sur 217. Mais, délaissant leurs divergences politiques, les divers partis se sont mis d'accord pour diriger le pays pendant une période transitoire d'une année environ - mais aucune limitation de durée n'est prévue -, en se dotant d'une mini Constitution provisoire, dont les 26 articles, ont été approuvés par 141 des 217 députés.

Le chef de l'Etat est le chef suprême des forces armées et définit la politique étrangère en concertation avec le chef du gouvernement. Mais, celui-ci devient l'homme fort de l'exécutif. Il prend seul les décrets après avoir « informé », le président de la République et préside seul le Conseil des Ministres, auquel le président de la république n'est pas convié... Pour certains observateurs, « *c'est une reculade sur les engagements pris avant les*

élections ». La pleine indépendance du pouvoir judiciaire a, toutefois, fait l'unanimité.

Par la suite, Moncef Marzouki, médecin de formation, l'un des principaux opposants au régime Ben Ali, défenseur des droits de l'Homme réfugié depuis dix années en France, leader du *Congrès pour la République* (CPR), parti de gauche (29 députés), s'est vu confié le poste de Président de la République, qui désigna Hamadi Jebali, secrétaire général du parti Islamiste, au poste de chef de gouvernement. Ingénieur de formation, modéré, celui-ci revendique la proximité de son mouvement avec l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie, tout en déclarant que la Tunisie doit « *trouver sa propre voie* » vers un Etat « *civil et démocratique* ». A noter que le N° 1 du parti, le chef historique Rached Ghanouchi, revenu de son exil en Grande-Bretagne, a décliné toute responsabilité nationale et que le 2^{ème} parti de gauche, *Ettakatol*, de Mustapha Ben Jafar (21 députés) - élu président de l'Assemblée constituante - fait partie de la coalition majoritaire.

Dans une interview exclusive au JDD, le 18 décembre, le nouveau président a affirmé : « *Je serai un pont entre la France et la Tunisie (...) mais je constate que les Français sont souvent ceux qui comprennent le moins le monde arabe, alors que ça devrait être le contraire (...). Je suis désormais le président d'un pays indépendant. L'esprit colonial s'est terminé* ». A propos des Islamistes grand vainqueur des élections, il poursuit : « *Les craintes à l'égard d'Ennahda sont absurdes. Notre société recèle une partie conservatrice et une autre moderne. L'expression politique du conservatisme, c'est l'islamisme. Vous avez des partis démocrates-chrétiens en Europe, nous avons un parti démocrate islamiste (...) qui pour la première fois accepte la démocratie et les droits de l'Homme* ».

Certains s'étonnent tout de même de la récente opération de charme de Rachid Ghannouchi. Séjournant aux Etats-Unis, il a affirmé aux Etasuniens que son parti n'entreprendrait jamais rien qui puisse les tourmenter, pas même contre Israël... En revanche, fait curieux, il s'est montré d'une grande violence avec les rois et émirs du Golfe, prédisant que la vague des changements les touchera un jour !

La Tunisie s'est finalement dotée, le 26 décembre, d'un gouvernement, deux mois après l'élection de l'Assemblée constituante, de 30 ministres et 11 secrétaires d'Etat : le parti *Ennahda* s'est, de facto, réservé l'ensemble des portefeuilles régaliens, à l'exception de celui de la défense. Une seule femme participe au gouvernement. Selon un observateur, « *le parti islamiste renforce son hégémonie. Il détient quasiment 50 % du pouvoir exécutif... avec 41 % des sièges de députés* »...

Cela dit, le peuple tunisien attend d'abord des améliorations de ses conditions de vie, en matière économique et sociale. La conjoncture est, en

effet, très préoccupante. La croissance économique a chuté de 3,3 %. Elle n'est plus que de 0,2 %. Les investissements étrangers ont baissé de près de 20 % et la baisse des recettes en devises est due principalement à la chute du secteur touristique. Le chômage est désormais très important (de l'ordre de 700 000 Tunisiens) et le résorber va être une tâche difficile.

« *Le rendez-vous électoral du 23 octobre dernier est un succès démocratique unique dans l'histoire de la Tunisie et du monde arabe. Mais, il reste à confirmer en actes* » écrit le Dr.Sliman Doggui, dans le *Temps* du 9 décembre. Il est incontestable que le développement de la situation en Tunisie, petit pays avec 11 millions d'habitants, est suivi par tous les observateurs et dirigeants occidentaux. A priori, le pouvoir islamiste en place affirme vouloir conserver les avancées sociales du pays - libertés civiles et droits de la femme - décidées il y a 50 ans par Bourguiba. Qu'en sera-t-il dans quelques années ? Voire quelques mois ? Hamadi Jebali, n'a-t-il pas déclaré dans un meeting à Sousse, il est vrai avant d'être désigné comme Premier ministre : « *Frères, vous vivez un moment historique, un moment divin, une nouvelle étape civilisationnelle dans le sixième califat, si Dieu le veut !* ».

Reste que la jeunesse tunisienne, et la femme tunisienne en particulier, ne veut pas se voir privée de sa révolution !

En Libye.

Comme déjà rappelé, ce qui s'est passé dans ce pays, est très différent de ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte, la crise ayant là pour cause, outre le manque de libertés, des conditions de vie déplorables pour une grande partie de la population. Le régime de Kadhafi était aussi tyrannique, monopolisait une grande partie des richesses et réprimait férocement toute contestation, mais les conditions sociales des Libyens étaient bien meilleures que dans les pays voisins.

Je ne reviendrai pas sur le rôle des Occidentaux, en particulier de la France - que je continue à contester - dans la chute de Kadhafi, non prévue au demeurant par la résolution 1973 votée en mars par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Début décembre, Mgr. Giovanni Martinelli, évêque de Tripoli - accusé d'être « kadhafiste » pour avoir lui aussi persisté dans la dénonciation de l'intervention de l'OTAN - s'est certes réjoui avec le peuple libyen de la disparition du tyran. Dans un ouvrage paru aux Editions Bayard, « *Evêque chez Kadhafi* » il demande aux Européens de ne pas être obnubilés par l'Islam. Bien sûr, dit-il il y a là comme ailleurs des extrémistes, mais « *pas de danger fondamentaliste* ». Pour lui, le grand « *défi* » du pays, divisé par les tribus, est son unité.

De fait, après des mois de conflit armé, le pays est totalement déstructuré. C'est l'intelligence de Kadhafi d'avoir su fédérer l'ensemble, en accordant une relative autonomie locale. Situation donc très différente de celle de la Tunisie. Retisser les liens entre les tribus et les régions pour retrouver l'unité du pays, après une réconciliation générale, tel est le problème central du pouvoir provisoire. Mais, pas question qu'une personnalité de l'Ouest du pays s'impose à l'Est, ou inversement. Si l'insurrection a commencé à Benghazi, in fine ce sont les tribus de l'Ouest qui ont pris Tripoli. Et, aujourd'hui, chaque milice d'une région fait tout son possible pour garder ses armes par crainte des milices des autres régions ! Par ailleurs, revenu en Libye, Fathi Ben Khalifa, un temps membre du CNT, élu en octobre président du Congrès mondial amazigh, se bat pour que les droits de la communauté berbère (près de 10 % de la population) soient garantis à l'avenir ; que sa langue devienne une langue officielle, comme c'est le cas au Maroc depuis juillet.

Un nouveau gouvernement provisoire - jusqu'aux élections à une Assemblée constituante prévues en juin - de 24 ministres a été constitué le 22 novembre présidé par Abdel Rahim Al-Kib, le Conseil national de transition (CNT) restant sous la direction de Mustapha Abdeljalil, président du CNT, ancien ministre de la Justice de Kadhafi... Il a donné deux semaines aux milices armées pour quitter Tripoli. Elles ne semblent pas décidées à exécuter cette décision et le 4 janvier le président du CNT déclarait : « *La Libye risque de sombrer dans une guerre civile si les milices révolutionnaires ne rentrent pas dans le rang* » ! De fait, des affrontements armés ont éclaté à Tripoli même les 2 et 3 janvier. Les miliciens de Mistrata, qui refusent de quitter la capitale, où ils constituent en quelque sorte la garde rapprochée du ministre de l'Intérieur, se sont heurtées aux milices islamistes de Tripoli, bras armé du CNT...

Aussi, si l'Occident s'est réjoui de la chute de Kadhafi - après l'avoir reçu en grande pompe pendant tant d'années - il s'inquiète de voir le pays s'enfoncer dans le chaos ou pris en main par d'anciens membres d'Al Qaïda.

Le plus alarmant : le pays croule sous les caisses de munitions et d'armes - des millions, peut-être - de toutes sortes ? Triste arsenal constitué par Kadhafi depuis 2003, auxquelles s'ajoutent les armes fournies par la France et la Grande-Bretagne ces derniers mois aux insurgés. La Libye a 1000 kms. de frontières avec l'Algérie. Ces armes ne vont-elles pas se retrouver entre les mains d'Al Qaïda de l'autre côté de la frontière ; ou entre les mains du Hamas à Gaza, comme l'affirment les Israéliens ?

Bref, pensent certains observateurs pessimistes, « *nous sommes intervenus pour « sauver » les populations civiles de Benghazi d'un massacre « annoncé* ». En réalité, nous avons volé au secours de fondamentalistes

islamistes, frères de ceux que nous combattons en Afghanistan ». Ce n'est pas, je l'ai rappelé, le point de vue de l'évêque de Tripoli.

En novembre, après ce que l'on peut appeler l'assassinat de Kadhafi le mois précédent - véritable « crime de guerre selon certains -, les derniers symboles du régime sont tombés. Le 19, son fils, Saïf Al-Islam - qui sans la révolution aurait certainement succédé à son père - a été arrêté, puis, le 20, Abdallah Al-Senoussi, l'exécuteur des basses œuvres du régime. Ils doivent être jugés en Libye, bien que réclamés par la Cour pénale internationale.

Dans son rapport en date du 9 janvier, *Amnesty International* estime aussi à 7 000 le nombre de personnes détenues dans des centres de fortune, contrôlés par les brigades révolutionnaires, sans aucune perspective de procès régulier...

En Egypte.

Les Egyptiens ont été appelés aux urnes le 28 novembre, scrutin prévu en trois étapes : ce jour-là, le 14 décembre et le 3 janvier, « pour permettre le bon déroulement des élections », selon une décision du Conseil suprême des forces armées, ce qui n'aurait pas été du goût de tous. Sur les 52 millions d'électeurs plus de 50 % sont allés voter dès le premier jour. Au 2^{ème} tour, le pourcentage a atteint 67 %. Les résultats étaient prévisibles. Les Islamistes du *Parti de la Liberté et de la Justice* (PLJ), issu des Frères musulmans ont remporté plus de 36 % des voix, le plaçant largement en tête. Il faut dire que ce parti plaçait en première revendication la lutte contre la corruption et que ses responsables ne demandaient pas une application stricte de la charia, après avoir même donné une place de vice-président du PLJ à un copte, Rafiq Habib.

De leur côté, les salafistes du parti *Al Nour*, créé en janvier 2010, faisaient un score inattendu : 24 %, puis 28,8 % des voix lors du 2^{ème} tour ! Leur présence constante sur le terrain et dans toutes les actions sociales dans les quartiers populaires, bien aidées par l'argent reçu de certains princes saoudiens, explique sans doute ce succès - d'autant plus surprenant qu'il y a quelques mois ils se déclaraient hostiles à la démocratie et conseillaient aux Egyptiens de ne pas participer aux élections ! Mais, pour le PLJ, pas question a priori de s'allier aux salafistes à l'Assemblée constituante. La rivalité qui oppose les deux partis est très forte !

Très combattus sous Moubarak, ces deux partis n'ont donc pas attendu pour prendre leur revanche, en mettant de l'eau dans leur vin (relativement, car certains pensent déjà à une « khoumeynisation » du pays !) tout en gardant la référence à l'Islam, point très important pour le peuple égyptien musulman.

Il est incontestable que les grands perdants de ces élections, pour la première fois libres, sont les progressistes (*Al-Kutla al-misriya* - le Bloc égyptien), groupement de plusieurs partis de gauche, arrivés loin derrière en 4^{ème} position - après même les libéraux du parti *Wafd*, dont les membres sont souvent d'anciens membres du parti au pouvoir. Certains diplomates occidentaux présents au Caire parlaient de « catastrophe » !

Cela dit, pour certains militants « *la révolution est loin d'être finie* ». Craignant de voir les militaires demeurer en place, des milliers de jeunes manifestants se sont de nouveau retrouvés sur la fameuse place Tahrir, peu avant les élections et après, pour réclamer la remise immédiate du pouvoir à un gouvernement civil intérimaire. Le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a chargé Kamal Ganzouri, ancien chef de gouvernement sous Moubarak, de former un gouvernement de « salut national ». Mais cela n'a pas changé grand-chose. L'armée a alors réagi violemment à chaque nouvelle manifestation de masse et, début décembre, le sang a de nouveau coulé sur la place. On a relevé plus de 40 morts et des centaines de blessés ! Dans son rapport, *Amnesty International* fait état de violences parfois pires que celles commises sous le régime Moubarak ! Et, de craindre qu'en 2012, le Conseil militaire n'essaie de restreindre encore les possibilités pour les Egyptiens de prendre part aux manifestations et d'exprimer leur point de vue...

Le procès de Moubarak - en détention préventive dans un hôpital vu son état de santé - a repris. Le procureur a requis la peine capitale à son encontre, affirmant qu'il ne pouvait ignorer les tirs visant les manifestants ayant fait 850 morts, début janvier 2011. De même, à l'encontre de l'ancien ministre de l'Intérieur et six hauts responsables des services de sécurité... Mais n'a-t-on pas assisté à une mascarade ? Attendons le verdict.

L'avenir économique du pays s'annonce très sombre. Le problème de la croissance est primordial. La population attend de toucher le bénéfice du « Printemps arabe »... Mais, qui arrivera à remettre le pays sur pied ? Les islamistes du PLJ vainqueurs des élections ou l'armée toujours en place, ou une entente entre les deux sur le dos des libéraux ou une entente PLJ/libéraux ?

Il semble bien que l'armée, au pouvoir depuis 1952 et la chute du roi Farouk, n'ait pas l'intention de laisser la place, sinon, officiellement, après une élection présidentielle qui doit suivre les législatives, sans doute à la mi-2012. Il faut dire aussi que les Egyptiens sont las des violences...

Peut-être même va-t-on assister, dans les semaines à venir, à un coup d'état militaire - comme en Algérie, il y a juste 20 ans, le 11 janvier 1992 - « inspiré » par les Etats-Unis ? Certains islamistes semblent, en effet, vouloir remettre en cause, par un référendum, le traité de paix conclu en 1979 avec Israël. L'allié fidèle, les Etats-Unis, ne peut le tolérer. Or, il pèse d'un grand

poids sur l'armée qu'il finance depuis des années ! Un ancien représentant de l'administration Clinton au Conseil de sécurité nationale, étroitement lié à l'administration Obama, déclarait en mars au *New York Times* : « *Les Etats-Unis doivent œuvrer à amener l'armée égyptienne à contrôler l'Egypte, jusqu'à ce qu'un leadership politique modéré et légitime puisse émerger* ». « Modéré » : une dictature ou un régime du style en vigueur en Jordanie, Arabie saoudite, Maroc... ? A défaut, tout peut-être envisagé, jusques et y compris une intervention militaire des Etats-Unis et d'Israël, voire de l'OTAN !

Au Yémen.

L'espoir de paix est revenu après la signature, en grande pompe, fin novembre à Ryad, de l'initiative des pays du Golfe, en présence du souverain saoudien. En vertu de cet accord le président Ali Abdallah Saleh renonce au pouvoir - en échange d'une immunité pour lui-même et ses proches - au profit de son second, Abdo Rabbo Mansour Hadi, qui bénéficie de la confiance de l'opposition.

Celui-ci a publié le 7 décembre, un décret portant création d'un gouvernement d'union nationale provisoire - le temps de préparer des élections générales et présidentielles - dirigé par le chef de l'opposition, Mohammed Basindwa. Alors que ce dernier se préparait à présenter le nouveau gouvernement, des affrontements à l'arme lourde ont opposé dans les rues de Sanaa les forces gouvernementales à des combattants tribaux hostiles au président Saleh !

Après onze mois de manifestations de masse contre Saleh, l'Arabie saoudite redoute comme les Etats-Unis de voir le chaos s'aggraver et la branche régionale d'Al Qaïda s'enhardir au Yémen, malgré les opérations que l'armée américaine a déclenchées par drones interposés contre le mouvement islamiste. Il y a aussi risque de sécession du Sud qui s'était uni avec le Nord en 1990. En bref, l'avenir du pays reste un grand point d'interrogation.

Le président Ali Saleh a demandé pour sa part à se rendre aux Etats-Unis pour y subir un traitement médical. Fin décembre l'autorisation ne lui avait pas encore été accordée.

Dans son rapport *Amnesty International* relève que le déplacement de dizaines de milliers de personnes fuyant les violences armées a provoqué une crise humanitaire.

En Arabie saoudite.

La monarchie absolue des Al Saoud est toujours en place. Et sans doute pour longtemps ! Même si des manifestations réclamant plus de

liberté ont eu lieu, là comme ailleurs. Wahhabite, elle impose au pays un système politique des plus tyranniques, en méconnaissance totale des droits de l'Homme. C'est ainsi, que, récemment, Amina Abdelhalim Nassar a été décapitée pour « sorcellerie » ! Selon *Amnesty International* ce pays réserve cette accusation, en particulier aux homosexuels». Si les Occidentaux sont très critiques à l'égard d'autres régimes arabes, ils ne le sont certes pas à l'égard de ce pays, ce qui est quelque peu scandaleux : pétrole oblige, bien sûr !

Cela dit, un homme, Ali H. Alyami, se bat pour la liberté, la tolérance et la paix dans son pays, mais des Etats-Unis où il s'est installé en 1967. Il y a créé un « Centre pour la démocratie et les droits de l'Homme en Arabie saoudite », en 2004. Selon lui, le plus urgent est que la monarchie absolue devienne constitutionnelle. Il estime que la participation de tous les citoyens, à la vie politique, y compris des femmes, est essentielle. Il réclame l'établissement d'un Etat de droit non basé sur la religion ; un système judiciaire indépendant.

Selon *Amnesty International* un mouvement de protestation se poursuit bien, en particulier dans l'est du pays. Le gouvernement saoudien prépare pour sa part une loi « antiterroriste » répressive.

A noter que pour la première fois un officiel saoudien a déclaré récemment que Ryad envisageait de se doter de l'arme nucléaire, « *tous nos efforts et ceux du monde ayant échoué à convaincre Israël de renoncer à ses armes de destruction massive, mais aussi l'Iran* ».

En Palestine

Les discussions de réconciliation entre le Fatah et le Hamas se sont poursuivies au Caire : la réorganisation des organes de décision palestiniens doit aboutir à l'unification de tous les mouvements sous l'égide de l'OLP – reconnue internationalement comme le seul représentant du peuple palestinien. Un gouvernement de personnalités indépendantes chargées d'organiser des élections prévues en mai prochain est à l'étude. Le Hamas, issu des Frères musulmans, s'est rendu compte qu'il devait suivre les bouleversements politiques dans la région. Il est à noter par exemple que son leader Khaled Mechaal s'est prononcé en faveur de « *la résistance populaire pacifique* ». Il s'est dit aussi favorable à l'établissement d'un Etat palestinien sur les territoires occupés en 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, à côté de l'Etat d'Israël et non à sa place. Preuve de son évolution, le Hamas a pris ses distances avec le régime syrien. De nombreux dirigeants ont quitté Damas pour le Caire ou Gaza.

En Syrie

Le régime de Bachar Al-Assad, profondément affaibli et relativement isolé, est toujours en place. Il fait face depuis le 15 mars à un mouvement de contestation - le peuple syrien aspire à une liberté refoulée des décennies durant - dans les villes et villages, réprimé très durement. Selon certaines associations des droits de l'Homme, il y aurait eu plus de 5 000 victimes à ce jour ! Mais ce chiffre est contesté par le pouvoir alaouite et certains de ces alliés, notamment chrétiens. D'autre part, Damas affirme que plus de 2 000 soldats et membres de sécurité ont trouvé la mort pendant cette période. Il y a lieu de relever que des délégations étrangères, dont une récente chinoise, contestent les affirmations des médias occidentaux ! Cette dernière affirme même : « *Les villes syriennes connaissent un état de stabilité et de sécurité* » !

Malgré les appels et les sanctions de la communauté internationale, Assad n'a donc pas stoppé la répression. Il a tout de même, le 15 novembre, accepté de libérer 1 000 prisonniers. Trois jours auparavant, la Ligue arabe avait suspendu la Syrie de ses travaux et décidé l'envoi d'observateurs sur place. Selon le protocole d'accord signé entre le pays et la Ligue arabe le 19 décembre les observateurs devaient être « *libres de communiquer avec quiconque, en coordination avec le gouvernement syrien* ». Leur mission : surveiller la situation sur le terrain, dans le cadre d'un plan de sortie de crise, qui prévoit l'arrêt des violences, la libération des détenus, et le retrait de l'armée des villes.

Or, ces experts ne seraient pas en possibilité de tout voir. Ainsi, des centaines d'autres détenus auraient été transférés vers des sites militaires interdits... Dans ces conditions, un organisme de la Ligue arabe, le Parlement, a appelé le 1^{er} janvier le retrait immédiat des observateurs... alors qu'un nouveau groupe est parti pour la Syrie le 4. Quoi qu'il en soit, les manifestations de masse continuent et, hélas, des victimes tombent tous les jours. L'ONU n'a pu de son côté prendre de réelles sanctions la Russie et la Chine s'y opposant. Moscou a bien pris l'initiative de présenter un projet de résolution condamnant les violences « *mais par toutes les parties, y compris l'usage disproportionné de la force par les autorités syriennes* », texte trouvé trop modéré par les puissances occidentales.

Le régime ne tiendrait plus qu'à un fil ! Le roi Abdallah II de Jordanie a lui-même appelé Bachar Al Assad à « *quitter le pouvoir* ». La situation, horrible sur le plan humain et très dangereuse sur le plan politique semble certes mûre pour un effondrement. Mais il est encore difficile de dire aujourd'hui, quand et comment. Au demeurant, là, comme ailleurs, au profit de qui ?

Le *Conseil national syrien*, dominé par les Frères musulmans

syriens, qui s'est proclamé pratiquement « *le seul unique et légitime* » représentant du peuple syrien révolté, s'il représente bien une composante de l'opposition, ne représente pas toutes les tendances du pays. Il bénéficie d'un soutien des Occidentaux, France en tête, de l'Arabie saoudite agissant par la Ligue arabe, de la Turquie, ce qui fait craindre demain à certains spécialistes un remake de l'épisode CNT libyen ! Plusieurs articles dans les médias britanniques affirment d'ailleurs que des Forces spéciales britanniques entraînent les forces de l'Armée syrienne libre (ASL), bras armé du CNS, ouvert à l'idée d'une intervention militaire de l'OTAN. Il est évident que l'Occident cherche depuis des années à affaiblir le régime syrien, afin de l'amener à ne plus soutenir l'Iran, le Hezbollah, le Hamas. Mais, peut-être sans l'abattre totalement avant de trouver une alternative de style égyptien (alliance armée/ Frères musulmans)

Une réelle question se pose donc pour la situation qui règne à ce jour en Syrie : qui dit la vérité ? Ou qui nous ment le plus ? Par exemple, un attentat très meurtrier a eu lieu à Damas le 6 janvier. Qui en est l'auteur ? Le pouvoir ou les djihadistes ? Comme le relève un ancien ministre canadien, Richard Le Hir : « *Ce qui est particulièrement frappant, c'est le fossé entre ce que rapportent les médias officiels étrangers et les comptes-rendus des sources d'information non alignées sur le terrain* ». Et d'ajouter : « *Il y a en Syrie, à l'heure actuelle, des tas de gens qui sont manipulés et qui meurent pour rien d'autre que la promotion d'intérêts étrangers* ».

En Irak.

Huit ans après la chute du régime de Saddam Hussein, le pays s'est dirigé vers une « libanisation » de son système politique, avec un pouvoir réparti selon des lignes ethniques et religieuses. Depuis la création de l'Irak en 1920 le pays a été dirigé par la minorité musulmane sunnite. Celle-ci a dû céder la direction du pays à la majorité chiite, après l'invasion américaine de 2003, au grand dam de l'Arabie saoudite. Toutefois un compromis de partage du pouvoir est intervenu, après des mois de discussion : la présidence a été attribuée à un kurde, Jalal Talabani ; le chef du gouvernement est un chiite, Nouri Al-Maliki ; la présidence du parlement à un sunnite, Oussama Al-Noujaifi. Dès lors, les quotas professionnels et partisans se sont généralisés !

Les attentats meurtriers n'ont pas disparu, loin de là. On relève ainsi 60 morts et près de 175 blessés à Bagdad le 22 décembre ; un attentat suicide contre le ministère de l'Intérieur et de nouveaux morts et blessés, 3 jours après ; 21 morts et des dizaines de blessés le 5 janvier dans des quartiers chiites du nord de Bagdad ; un peu plus tard 45 personnes dans un attentat visant des pèlerins...

En même temps, une grave crise politique, au lendemain du départ des troupes étasuniennes, a éclaté. Elle menace la trêve entre les diverses forces politiques du pays et fait craindre un retour des violences confessionnelles. Le chef du gouvernement a réclamé le limogeage du vice-Premier ministre sunnite, soupçonné d'avoir financé un attentat contre lui. Réfugié à Erbil, dans la région autonome du Kurdistan, un mandat d'arrêt a été lancé à son encontre, entraînant le boycott à l'Assemblée du 2^{ème} groupe parlementaire (Iriqiya-82 députés), puis le boycottage des neuf ministres sunnites du gouvernement, dénonçant l'autoritarisme de Maliki. Le sentiment de marginalisation des sunnites, exclus des postes importants du gouvernement, les pousse à réclamer plus d'autonomie pour leurs régions. Le chef du gouvernement s'y oppose et multiplie les arrestations dans cette communauté...

Les Etats-Unis s'inquiètent de cette situation et exhortent « *toutes les parties à œuvrer pour résoudre leurs divergences à travers le dialogue* ». Il est à noter que si les derniers soldats US ont quitté le pays, des milliers de mercenaires de sociétés de sécurité sont restés ; que des « *conseillers politiques* » étasunien se trouvent dans chaque ministère ; que des officiers baptisés « *instructeurs* » conseillent les forces de répression du régime et que les Etats-Unis ont construit une ambassade bunker de très grande dimension, où 16 000 personnes se retrouvent, la moitié étant des agents dans les villes et villages de sécurité ! Devrait-on alors parler de redéploiement militaire plutôt que retrait ?

De leurs côtés, les chrétiens vivent dans l'angoisse, une fois de plus, car quand il y a une telle tension, ce sont souvent eux qui sont visés. Pour le supérieur des dominicains de Bagdad : « *le sentiment qui domine chez les chrétiens, c'est la peur de l'inconnu (...) Nous souhaitons le retrait américain (...) mais il est dangereux car il n'a pas été bien préparé (...) ce retrait prématuré a des conséquences très négatives* ».

Dans les monarchies du Golfe.

Dirigées par des dynasties sunnites, elles redoutent le réveil de leurs communautés chiites. « *Ils veulent transformer le « Printemps arabe » en « Printemps chiite !* ». Telle est l'accusation même qui a entraîné une répression féroce en mars dernier - déjà évoquée - à Bahrein. (En juillet, l'ONG Human Rigts Watch a publié un rapport accablant pour le royaume, les violences des forces de l'ordre s'étant même poursuivies dans les hôpitaux !). Les dirigeants chiites contestent cette affirmation. Pour eux : « *Le « Printemps arabe » implique toutes les communautés, y compris les berbères, notamment en Libye* ».

Il n'empêche que cette répression, menée avec le soutien d'autres monarchies du Golfe, en particulier l'Arabie saoudite, a aggravé les tensions.

La tentative du gouvernement d'ouvrir le dialogue en vue d'une réconciliation nationale a tourné court. Certains évoquent une « menace confessionnelle » ! Le problème pourtant, là comme ailleurs, me semble d'abord et avant tout, politique, culturel et sociologique. Les communautés chiïtes réclament des réformes démocratiques pour assurer l'égalité des citoyens. Pour beaucoup de jeunes, notamment, il importe de sortir du communautarisme confessionnel ou tribal.

La proximité de l'Iran chiïte inquiète, en fait, les dirigeants voisins sunnites : n'y aurait-il pas un lien entre les communautés chiïtes des divers pays, toutes « dirigées » par les mollahs iraniens, dont le pays cherche à devenir une grande puissance régionale ? N'oublions pas qu'à l'origine, le chiïsme est né d'un conflit politico-religieux à propos de la succession du Prophète Mohammed. Il est très probable que la discorde va croître de mois en mois.

Mais, peut-on ignorer, là comme ailleurs, le rôle de l'Occident et de ses fidèles alliés, l'Arabie saoudite et le Qatar, dans cette querelle – qui pourrait déboucher sur une guerre ? « *Si le mouvement de révolte l'avait emporté, la déstabilisation aurait pu faire tâche d'huile dans les monarchies voisines, menaçant l'Arabie saoudite, voire des pays occidentaux* » pronostiquait le consultant en stratégie, Anis Bouayad, dans le *Monde* du 23 mars 2011...

En guise de conclusion provisoire :

Les dictateurs ont été chassés de plusieurs Etats arabes et les régimes qu'ils imposaient à leur peuple sont censés avoir disparu. Certes, lorsque des élections ont été organisées, elles ont tourné au triomphe des partis islamistes, au grand dam des libéraux et, disons le clairement de toute la jeunesse masculine et féminine, à l'origine des révoltes - pour ne pas évoquer a priori des « révolutions » dans chacun des pays.

Ne tombons pas pour autant dans une peur effrénée des nouveaux vainqueurs ! Après la tentative nationaliste socialisante, la tentative libérale sur le plan économique liée aux Occidentaux, il était normal que la tentative « islamique » soit envisagée. Cela, dans un sens plus politique, plus identitaire à mon avis que foncièrement religieux. Oui, « *l'Islam politique reverdit sous le printemps arabe* » Cl. Imbert –*Le Point*, 3 novembre 2011).

Un nouveau cycle commence pour tous ces pays, qui sera long, très long, à germer. Encore que, les jeunes se sont mis sur Internet et sur les réseaux sociaux. Ils ont compris que grâce à ses nouveaux outils ils pouvaient faire basculer la société. Alors, avec la sortie des systèmes de régimes à parti unique où tout se décide par le haut, la pluralité des partis et la liberté individuelle et collective prendront peu à peu le dessus. Ainsi, le fait de voir les peuples des divers Etats se réapproprier leur destin après

des dizaines d'années de régime autoritaire est positif. Le « Printemps arabe » constitue, n'en doutons pas, l'un des événements majeurs de l'année 2011.

Que cela plaise ou non en Occident, face à ces mouvements, de grande ampleur dans le long terme, toute ingérence politique ou culturelle est à condamner. Les peuples qui se sont libérés de leur despote ont pleinement le droit de choisir leur modèle de société.

Paris le 12 janvier

2012